



Honte aux ‘dirigeants’ européens

Le Parlement européen doit rejeter l'accord d'aujourd'hui sur la répartition des efforts

Bruxelles, Belgique, le 12 décembre 2008 – L'accord conclut aujourd'hui par les dirigeants européens sur les aspects les plus litigieux du plan européen de lutte contre le changement climatique, connu sous le nom de paquet « Climat-Energie », est considéré par Les Amis de la Terre, Greenpeace, IEW, et le WWF comme un échec.

Les groupes environnementaux et de développement décrivent l'accord d'aujourd'hui sur la loi sur le partage des efforts (qui détermine des objectifs nationaux d'émissions pour les secteurs non repris dans le système d'échange européen) comme inconsistant par rapport aux objectifs à long terme de maintenir le réchauffement global sous la barre de 2°C.

Plus spécifiquement, les chefs d'état européens ont pris des engagements faibles et ambigus concernant la réduction nécessaire de 30% des émissions d'ici 2020 qu'ils ont pourtant claironnée l'an dernier. En outre, l'accord d'aujourd'hui signifiera que des niveaux inacceptables – près de deux tiers – de ces réductions pourraient être atteints en achetant des crédits carbone émanant de projets hors des frontières de l'Union. La Belgique a malheureusement aussi contribué à l'affaiblissement généralisé du paquet en faisant en sorte que notre pays bénéficie de plus de crédits externes que la moyenne européenne. Ceci pourrait conduire à de très faibles réductions d'émissions pour les secteurs belges du bâtiment et du transport ces 12 prochaines années. Les dirigeants européens refusent également d'introduire des mesures, telles que des amendes, pour contraindre les pays à atteindre leurs objectifs nationaux – un grave manquement, qui pourrait laisser penser aux gouvernements qu'ils peuvent s'en sortir sans agir.

Les groupes environnementaux et de développement demandent dès lors au Parlement européen de voter la semaine prochaine, en faveur d'un effort de réduction au sein de l'Union nettement plus ambitieux et de rejeter massivement le compromis d'aujourd'hui sur la directive de répartition des efforts. Les citoyens européens devraient montrer leur colère – et demander à leur parlements nationaux d'arrêter d'utiliser les crédits externes au détriment de réelles réductions d'émissions au sein de l'Europe.

Dans le cadre de la révision de la directive sur l'échange de quotas d'émission (ETS), le secteur manufacturier européen serait quasiment exempté d'achat de permis d'émission et ce en l'absence d'éléments probants qui indiqueraient que ces industries souffriraient de la concurrence internationale.. Suite principalement aux efforts polonais, les exemptions toucheraient aussi les secteurs énergétiques particulièrement polluants comme les productions de centrales aux charbon qui se verraient alloués des permis gratuits. Ceci constitue un soutien inacceptable à ces technologies



GREENPEACE



polluantes et peut conduire à d'énormes profits illégitimes si ces entreprises transfèrent les coûts des permis reçus gratuitement à leurs clients.

Les groupes environnementaux et de développement européens insistent pour que la vente aux enchères des permis de polluer deviennent la norme pour toutes les industries couvertes par le système d'échange et ce dès l'entrée en vigueur de la révision du système. Les industries doivent payer si elles ne réduisent pas leur pollution. Les revenus générés doivent financer la lutte contre le changement climatique dans les pays en voie de développement et en Europe.

Les Amis de la Terre, Greenpeace, IEW, et le WWF déclarent : « C'est un jour sombre pour la politique climatique européenne. Les chefs d'état et de gouvernement européens sont revenus sur leurs promesses et ont tourné le dos aux efforts globaux de lutte contre le changement climatique ».

« Angela Merkel, Silvio Berlusconi ; Donald Tusk et Nicolas Sarkozy devraient être honteux. Ils ont choisi les profits privés des industries polluantes par rapport à la volonté des citoyens européens, le futur de leurs enfants et la situation critique dans laquelle se trouvent des millions de personnes dans le monde. Le Parlement européen peut et doit amender des parties de l'accord d'aujourd'hui. »

L'UE a également abjectement échoué à adopter des engagements contraignants afin de fournir des fonds pour aider les pays en voie de développement pour qu'ils s'adaptent aux effets inévitables du changement climatique, et pour réduire la croissance de leurs émissions – un mouvement qui pourrait menacer le déroulement des négociations des Nations Unies actuellement en cours sur le climat en Pologne. Les organisations environnementales et de développement demandent que les leaders de l'UE reprennent immédiatement leurs discussions sur les engagements financiers envers les pays en voie de développement et produisent une proposition adéquate et contraignante d'ici mars 2009. L'UE doit urgemment montrer aux cours des discussions des Nations Unies sur le climat qu'elle est prête à assumer ses responsabilités et à contribuer, suivant le principe de pollueur-payeur, au financement des coûts de la lutte contre le changement climatique.

www.timetolead.eu

Contacts:

Amis de la Terre : Véronique Cornette, Chargée de mission Campagne Climat, 081/401.478

Greenpeace Belgique : Fawaz Al Bitar, responsable de la campagne « Climat/Energie », 0496/12.22.31

Inter-Environnement Wallonie: Julien Vandeburie, Chargé de mission Energie & Climat, 081/25.52.62

WWF-België: Sam Van den plas, Climate Change Officer, gsm 0485/95.22.01, sam.vandenplas@wwf.be